# Une Burundaise à la commission d'enquête de l’ONU sur les massacres en Guinée

@rib News, 30/10//2009 â€“ Dâ€™aprÃ¨s UN News Centre et AFPLe chef de l'ONU, Ban Ki-moon, a dÃ©signÃ© trois personna africaines, dont deux femmes et l'ancien ministre algÃ©rien Mohamed Bedjaoui, pour composer la commission d'enquÃªte sur les massacres du 28 septembre en GuinÃ©e, a annoncÃ© vendredi sa porte-parole.M. Bedjaoui prÃ©sidera cette commission, dont les deux autres membres seront FranÃ§oise Ngendahayo Kayiramirwa (Burundi) et Pramila Patten (Ile Maurice), a prÃ©cisÃ© la porte-parole, MichÃ¨le Montas.
Diplomate, juriste et ancien ministre des affaires Ã©trangÃ¨res, M. Bedjaoui a Ã©tÃ© notamment juge Ã  la Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute instance juridique de l'ONU, et prÃ©sident du Conseil constitutionnel algÃ©rien.Mme Ngendahayo Kayiramirwa a Ã©tÃ© ministre de la solidaritÃ©, des droits de l'homme et du genre, ainsi que ministre pour le rapatriement et la rÃ©intÃ©gration des personnes dÃ©placÃ©es du Burundi. Elle a aussi Ã©tÃ© conseillÃ¨re pour les questions liÃ©es au genre et l'assistance aux victimes au Tribunal pÃ©nal international sur le Rwanda.Avocate, Mme Patten est membre du ComitÃ© des Nations Unies pour l'Ã©limination des discriminations contre les femmes.Les trois membres de la commission sont attendus prochainement Ã  New York pour rencontrer M. Ban, avant de se rendre Ã  GenÃ¨ve et en GuinÃ©e, a-t-elle indiquÃ©. Le bureau de la Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, situÃ© Ã  GenÃ¨ve, "apportera son soutien Ã  la commission", a-t-elle dit.M. Ban avait dÃ©cidÃ© le 16 octobre de crÃ©er cette commission pour enquÃªter sur les incidents "afin de dÃ©terminer la responsabilitÃ© des personnes impliquÃ©es".Une manifestation de l'opposition avait Ã©tÃ© brutalement rÃ©primÃ©e par l'armÃ©e le 28 septembre Ã  Conakry, suscitant l'indignation de la communautÃ© internationale.La junte dirigÃ©e par Moussa Dadis Camara a avancÃ© un bilan officiel de 56 civils morts et 934 blessÃ©s, tandis que l'Organisation guinÃ©enne de dÃ©fense des droits de l'homme estime que plus de 157 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es et 1.200 blessÃ©es, dont de nombreuses femmes violÃ©es en public. L'ONU a Ã©voquÃ© un bilan d'au moins 150 morts.Selon l'organisation de dÃ©fense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW), les violences perpÃ©trÃ©es Ã  Conakry le 28 septembre "Ã©taient organisÃ©es et prÃ©mÃ©ditÃ©es".Moussa Dadis Camara avait Ã©tÃ© portÃ© au pouvoir par un coup d'E effusion de sang, le 23 dÃ©cembre 2008, aprÃ¨s la mort du dictateur Lansana ContÃ© qui dirigeait le pays depuis 1984.L'officier putschiste envisage d'Ãªtre candidat Ã  la prÃ©sidentielle prÃ©vue en janvier, aprÃ¨s avoir maintes fois promis qu'au terme de la transition, il confierait le pouvoir Ã  un prÃ©sident civil.C'Ã©tait pour protester contre cette intention que les manifestants Ã©taient descendus dans la rue le 28 septembre.